



L'écho des montagnes

MAI JUIN 2023 (A LIRE TOUT L'ETE)

EDITORIAL

Les mois de Mai et Juin ont été particulièrement animés au lendemain de la lutte portant sur la réforme des retraites qui aura perduré pendant plusieurs mois.

Comité Action sociale, Formation Spécialisée, Mouvements locaux, Cdas, Election des Conseils médicaux, Groupes de travail sur le Duerp, nous avons décidé via ce numéro spécial de vous présenter sous forme d' « abécédaire » les temps forts de la la période écoulée.

Nous vous souhaitons une excellente lecture et par avance d'excellentes vacances pour l'Eté qui s 'annonce. Au vu des échanges nourris et peu fructueux de ces dernières semaines, ne doutons pas que la rentrée s'annoncera particulièrement mouvementée.

ACCUEIL (CDAD) CSAL DU 16/05/2023:

Malgré des groupes de travail répétés, la présentation de l'avancée des travaux sur la cellule d'accueil dématérialisée départementale a laissé dubitatif l'ensemble des Organisations Syndicales le 16/05 dernier. « Incompréhensible, Illisible, Superficiel », les qualificatifs ont circulé pour définir une organisation déjà bancale et qui nous rappelle étrangement les conditions de création du SDIF. Prévue au 01/09, la création est différée à ce stade au 01/01/2024, mais au rythme où les emplois B et C disparaissent dans notre Direction, il y a fort à parier que cette structure sera une coquille vide. Au mieux un mécano subtil, où les services de Gestion, d'Accueil physique et d'accueil dématérialisé tenteront de compenser les misérables effectifs affectés à une tâche particulièrement lourde. SFP 05 dénonce ces organisations au rabais, format low cost qui mettent en péril les conditions d'exercice de nos collègues.

La Direction n'a pas su apporter la moindre réponse concrète sur le sujet, et il y a fort à parier que les agents d'accueil devront se coltiner à terme un serpent de mer, qui viendra les « plomber au quotidien ». Nous suivrons avec attention l'évolution de ce projet.

AMIANTE ENSEMBLE DES INSTANCES:

Les travaux en lien avec le désamiantage suscitent quelques inquiétudes et craintes de la part des personnels. A ce titre l'effritement constaté sur les locaux du Cadastre au 2 ème étage a nécessité le dépôt par les représentants des personnels d'un droit d'alerte propre à ce type d'incident. Les mesures de sécurité et d'analyse ayant été prises et permettant une continuité du service, les agents

des services fonciers ont pu réintégrer sous dix jours leurs locaux et bureaux. Il n'en reste pas moins que SFP05 porte une vigilance soutenue sur le déroulé des travaux, et tente dans la mesure du possible et des informations fournies par la Direction, de se faire le relais des nombreuses questions sur ce chantier en cours. Nous continuerons à poser sur la table les différentes interrogations émanant des personnels. N'hésitez pas à nous solliciter

ARMEE MEXICAINE CSAL du 16/05/2023 :

Nous avions dénoncé dès le mois de Janvier les suppressions massives d'emplois B et C dans notre Direction, au profit de la création d'un poste d'AFIP, ce qui avait valu à SFP 05 des remontrances officielles s'inspirant du film Ducobu.

D'autres organisations syndicales ont emboîté le pas lors des dernières instances sur la future doctrine d'emploi de nos hauts cadres, évoquant même le terme « d'armée mexicaine ». Le sujet n'est donc pas clos et le débat loin d'être refermé.

BOYCOTT CSAL DU 16/05/2023:

Le boycott des agents du SDIF lors de la venue de la Direction n'est pas passé inaperçu. A tel point que dès le lendemain, la Directrice a déclaré en instance être très satisfaite d'avoir des agents du SDIF devant lesquels s'exprimer. Une confusion des genres lunaire, rappelons en effet que les camarades siègent en tant que représentants du personnel et élus et ne doivent à ce titre être soumis à aucune pression de ce genre sur leur service d'origine. Le Directeur étant resté impassible, il y a fort à parier que ce type d'incident ne se reproduira plus

CAMPAGNE IR CSAL 16/05/2023:

Cette année la Campagne IR s'est voulue discrète avec des opérations de communication réduites au minimum syndical, et une présentation particulièrement sobre. Certes les MFS se sont vu attribuer le nouveau beau rôle de colmater les brèches issues du NRP, notamment à Embrun, mais l'affluence aura été particulièrement forte sur les sites de Gap et Briançon. Les propos rassurants du Directeur sur une faible affluence tenus dès le 02/05 ont été rapidement infirmés par la situation sur le terrain. Hélas et contrairement à ce que rabâche la Direction, les MFS, E contact ou APRDV ne constituent pas la panacée à une affluence en augmentation au niveau national et local.

Sans parler de GMBI qui vient compliquer la donne à un stade inimaginable (4000 E contact en attente) et suscite un fort mécontentement sur les territoires. A tel point que la DG dans sa gratitude éternelle a prolongé le délai de souscription au 31/07. Curieusement les usagers ont besoin de contact humain et sollicitent nos services, qui aurait pu croire un tel scénario ?? Pour la discrétion on repassera....

CDAS DU 13/05/2023:

L'action sociale est en pleine restructuration. A l'heure actuelle nous ne savons pas si notre ancienne déléguée à l'action sociale,Bernadette SICARD sera remplacée dans les mêmes modalités qu'avant, ou si nous aurons seulement un référent issu d'un autre département.

En attendant que le CNAS statue sur ce poste, Mme BLANCHE Evelyne, déléguée du 04 assure également l'interim de notre département.

Le budget alloué dans les Hautes alpes est toujours de 18 000 €et se décline en différents pôles :

- -Arbre de Noël
- -Retraités

- -Sorties et autres action locales (Aide au permis chèque Kadodrive de 100 euros, Coupon sport , passtime,..)
- -Consultations diététiques, juridiques, et psychologue

Une autre sortie à la grotte Cosquer à Marseille devrait être proposée courant septembre ou octobre 2023. Cette année, l'arbre de Noël se fera encore en partenariat avec la mairie, une réflexion est lancée pour l'organisation d'un moment de convivialité après le spectacle. La SRIAS propose des abonnements BAYARD dans les mêmes conditions que l'action sociale du 05, cette action faisant doublon, il a été décidé d'arrêter cette prestation au sein de notre département.

CONSEILS MEDICAUX CSAL DU 16/06/2023:

Lors du Csal du 16/06, une liste de 12 noms a été établie dans le cadre de la constitution des Conseils médicaux pour la défense des dossiers des agents. Une liste commune votée à l'unanimité par l'ensemble des représentants du personnel, qui permettra à chaque agent de faire appel aux défenseurs de son choix et aux représentants des personnels désignés à cet effet.

CONTROLE FISCAL CSAL DU 16/05/2023:

Manque de reconnaissance sur le Contrôle fiscal, baisse des moyens en effectifs, résultats non reconnus, problématique dans l'orientation stratégique et la concertation des travaux avec la hiérarchie de la Dircofi, question sur le data mining, les sujets ne manquent pas depuis plusieurs semaines et mois au niveau du PCE.

Les tournées de service et concertations ont permis de relever un profond malaise sous l'excellence des résultats de nos collègues, résultats qui sous les coups de rabot et coups de boutoir ne manqueront pas d'indéniablement fléchir à terme.

Pour la Directrice, il ne s'agit que d'un ressenti, ce que conteste SFP 05 au vu des échanges et problématiques relevées. Sans s'orienter vers une guerre des chapelles au niveau du Contrôle fiscal, il serait bon que les efforts du PCE soient reconnus, et les sujets traités.

Par ailleurs d'autres sujets sont sur le devant de la scène via la composition et le rôle de la BCR, et le thème de la polycompétence au niveau du PCRP. Nous produirons à la rentrée un numéro exclusivement dédié aux problématiques du Contrôle fiscal dans ce département.

ESTEVE CSAL du 16/05/2023 :

Avec le nouveau système d'évaluation, des chefs de service ont rappelé aux agents que malgré les efforts et suppressions de poste, leur notation allait être revue à la baisse via le tableau synoptique ou appréciations littérales pour tendre vers une uniformisation inter ministérielle.

Solidaires a dénoncé ces pratiques et ce discours, la Direction s'est engagée à faire toute la lumière sur le sujet. A l'heure qu'il est , nous attendons toujours.....

FLEX OFFICE FORMATION SPECIALISEE 02/05/2023:

Promesse faite par le DDFIp local lui présent ou président, il n'y aura pas de flex office et de concentration abusive dans nos services. Pourtant les réflexions de la Direction Immobilière de l'État et de la note gouvernementale du 08/02 signée de la Première Ministre sont sans équivoque. Mais la densité abusive promise dans de nombreux endroits de France et de Navarre devrait éviter les reliefs Hauts alpins et préserver notre qualité de vie et notre qualité au travail.

Notre organisation se satisfait de cette projection et conclusion séduisante et soutiendra les points de vue de la Direction locale sur ce sujet, sans la moindre équivoque.

Avant de déboucher le champagne, attendons les plans et éléments constatés sur le terrain.... Prudence étant mère de sûreté...

GMBI ET SDIF: CSAL DU 16/05/2023

Avec 4000 E contact en attente, des visites de contribuables toujours plus nombreuses dans un climat anxiogène, la révision foncière décidée par les instances nationales de la DG produit un fiasco sans nom sur l'ensemble de la métropole. Ajoutons les problématiques en lien avec la Relance (et le remplacement alambiqué de Lascot par Surf) et la gestion de la taxe d'urbanisme qui va amplifier les questions des usagers et des collectivités locales dès la rentrée.

Nous comprendrons aisément pourquoi notre organisation avait voté contre les conditions de création du SDIF à l'automne dernier. Nous avions en cela suivi l'avis et le ressenti des personnels qui avaient mesuré bien avant l'heure la catastrophe annoncée. Interrogé sur ce sujet, et sur un calibrage insuffisant au niveau des effectifs, le DDFIP a déclaré que « cela aurait pu être pire ». Vu sous cet angle il est difficile d'argumenter en complément......

GROUPE TRAVAIL DUERP 08 ET 15/06/2023:

Après des concertations dans les services, le Duerp (Document unique) qui recense les risques et dangers au travail et permet la mise en place d'un Plan annuel de prévention destiné à préserver et protéger les personnels a fait l'objet d'un double groupe de travail les 08 et 15 Juin avec les représentants des personnels.

Dans ce groupe les représentants des personnels toutes tendances confondues ont recensé l'ensemble des risques et tenu à mettre en avant les risques physiques accrus pour les agents techniques très sollicités (encore plus avec le NRP) et les risques psychosociaux au vu des suppressions d'emplois permanentes en dehors de toute adéquation avec la charge de travail actuelle.

Le responsable PPR s'est ému de cette cotation élevée pour les risques psychosociaux, considérant vraisemblablement qu'elle était démesurée.

SFP 05 estime qu'il est désormais temps de faire bouger les lignes sur ce sujet à travers le Duerp. Qui plus est cette cotation la plus élevée s'appliquait à un des services de Direction, évalué par une Directeur ou Directrice. Dans cette optique il aurait été injuste de ne pas aligner l'ensemble des services sur une même analyse.

SFP 05, la CFDT, FO et la CGT ont donc rétabli en ce sens l'analyse selon laquelle le manque d'effectif atteignait un seuil insupportable et critique dans le département. Point qui avait été partagé et retranscrit à la DG lors du fameux Remue Méninges cuvée 2022, par le Directeur « Himself ». Il n'y a donc aucun mal à aligner les positions. Quand Direction et Syndicats tombent d'accord

En dernier lieu SFP a constaté certains paradoxes avec des services faisant l'objet de fiche de signalement sur l'accueil du public, mais omettant de répertorier le risque en tant que tel... Difficile d'établir une politique de prévention sur de telles incohérences.

MAISONS FRANCE SERVICE CSAL DU 16/05/2023 :

Si les MFS donnent satisfaction via les intervenants de la Dgfip, notamment en Campagne, le bilan présenté sur un volet plus que réduit d'usagers a accouché d'une ridicule restitution. Pas un mot sur les usagers qui se déplacent dans les départements, pas un écho sur le sentiment des personnels dédiés à ces services qui considèrent comme on l'a vu lors de la présentation de la Campagne Ir, qu'ils ne sont pas là pour se substituer aux défaillances de nos services. La montagne de pseudo statistiques a accouché d'une souris, mais si l'on en croit la lecture des quotidiens régionaux, tout va bien sur le sujet, alors pourquoi s'en faire ???

MEDECIN DE PREVENTION: FORMATION SPECIALISEE 02/05/2023

Avec une arrivée prévue le 1^{er} Juin, le Docteur Lapointe qui prendra le relais du Docteur Laporte officiera sur les départements du 04, 05, et 84 avec un total d'agents avoisinant les 1000 personnes. Dans cette structuration la présence hebdomadaire du Docteur Lapointe permettra nous l'espérons un suivi des personnels dans leurs missions régulières, mais aussi une implication à travers la situation dégradée de nos services, avec des effectifs plus que réduits. Sa présence sur les tournées de service, la réception des agents en difficulté, la rhétorique des risques psychosociaux en pleine expansion seront très attendues à travers le suivi du Document unique et sa présence en Formation spécialisée.

MUTATIONS LOCALES PROJET: REUNION SPECIFIQUE SUR LES MOUVEMENTS LOCAUX

Dans le cadre du mouvement local la CFDT et Solidaires ont fait part de nombreuses observations sans être pour le moins entendu. Il est vrai que les préoccupations des services dont nous nous faisons le relais sont de plus en plus éloignées des perceptions de la Direction locale.

Gel de postes sans raison apparente, sauf à vouloir anticiper des suppressions pour 2024, Impossibilité d'accès à certains postes ou résidences géographiques pour nos collègues en dépit de vacances constatées, Anticipation d'arrivée de contractuels en Décembre 2023 (demeurant hypothétique) pour infléchir la structuration du mouvement.

Autant de problématiques qui n'ont pas éveillé la conscience de nos Directeurs. Rappelons sur le sujet de la contractualisation la position de SFP 05 : Si les contractuels ne font pas l' objet à titre individuel d'une stigmatisation eu égard à leur investissement et précarisation, nous rappelons comme nous l' avons fait en séance que le principe de la contractualisation ne doit en aucun cas s' imposer au détriment des agents titulaires dans le cadre des affectations locales.

Si la Direction qui était en déficit de deux agents sera désormais à l'équilibre ce dont nous pouvons nous féliciter, de nombreux services avec un flux de charges en augmentation exponentielle se retrouvent soit sur le fil de rasoir, soit en dessous de la ligne de flottaison (voir bien pire pour de nombreux services d'origine fiscale), soit à 4000 m ou E contacts de profondeur. La suppression massive d'agents B et C (devenue une denrée rare pour ces derniers) vient fragiliser un édifice déjà sérieusement fissuré. Nous mesurons ainsi les conséquences de la politique de suppression d'emplois particulièrement nocive dans notre département. Mais malgré les « aboiements » des représentants syndicaux, la caravane passe sur son chemin comme si de rien n'était.....A noter que sur la forme du mouvement, les documents délivrés n'étaient pas ceux initialement programmés par la Direction locale, donnant lieu à une regrettable cacophonie en séance.

Par ailleurs le tableau définitif après mouvement se fait désespérément attendre....

Pour les autres éléments SFP 05 a pu faire valoir les situations particulières des agents au sein des mouvements locaux.

REGITRE HYGIENE ET SECURITE: FORMATION SPECIALISEE 02/05/2023

Ces registres obligatoires à la disposition des personnels pour évoquer toutes les problématiques en lien avec les conditions de travail et les lieux d'exercice des missions ont eu tendance à disparaître des écrans radars. Solidaires Finances Publiques 05 a rappelé les obligations de l'employeur en la matière, chaque agent de la DDFIP 05 aura donc à disposition dans son service et sur site l'accès à

ce support qui est déterminant dans l'étude des conditions de travail . Nous suivrons attentivement les engagements pris en ce sens par le DDFIP.

SGC BRIANCON:

Une malédiction frapperait elle les agents de Briançon ? Après la disparition d'un des leurs par un coup de baguette magique au moment de la constitution du SDIF sur les effectifs théoriques, des interrogations demeurent en suspens sur les effectifs des agents du SGC qui s'évaporeraient sans que l'on puisse obtenir de raison officielle ou de chiffre significatif à ce sujet. Les inquiétudes ou interrogations sont palpables à ce sujet mais une fois de plus la transparence pose question. Nous attendrons donc la rentrée et les agents avec, pour savoir si le SGC de Briançon pourra évoluer dans une composition étendue....

TELETRAVAIL FORMATION SPECIALISEE 02/05/2023:

Axe majeur de la note d'orientation annuelle définie ar le Ministère, SFP 05 a rappelé ses demandes de disposer des documents sur l'accès au télétravail en fonction des grades ou missions. La Direction ne cesse de remettre cette thématique à des lendemains inconnus. Pour SFP 05, l'équité doit prévaloir et chaque agent doit pouvoir disposer d'un accès au dispositif de télétravail, si il en émet le souhait. De trop grandes inégalités et disparités subsistent, bien souvent eu égard aux suppressions de poste et à la taille des effectifs. Cette problématique se pose également sur le libre accès aux congés ou sur des écrêtements toujours plus nombreux. Il appartient au Dddfip de bien mesurer les conséquences néfastes en terme d'organisation des services, des suppressions de poste toujours plus massives. Le Dddfip qui souhaite de la souplesse dans l'organisation a évoqué la tenue d'une réunion en visio sur ce sujet avec les chefs de services. Cette réunion aura t-elle lieu ? Qu'en ressortira t -il ? Nous allons continuer à suivre ce dossier majeur avec la plus grande attention.

TRAVAUX ENSEMBLE DES INSTANCES:

Travaux de désamiantage, travaux au commissariat, travaux sur le parking Desmichels, bruits, odeurs, les désagréments ne manquent pas et constituent pour les agents les plus exposés au niveau géographique, une véritable problématique amplifiée par la nature et la longueur des travaux prévus. Si la Direction est bien consciente du problème, elle n'apporte sur le plan pratique que peu de solutions ou alternatives à cette somme de désagréments. Il a donc été demandé d'accroître dans certains services le télétravail, car les conditions de travail avec des effets sonores considérables ne constituent pas une atmosphère des plus propices à la concentration.

-<mark>4000:</mark>

Au choix la profondeur à laquelle se trouve le Titanic ou le nombre de E contact en souffrance dans le département au niveau du Sdif avec GMBI. Seule certitude à ce stade, le Titanic ne tombera pas plus bas....

Bonnes Vacances

